



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 21 juillet 2015

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Eric LOISEL
N/Réf. : 2015/674
n° S3IC 068-2426

Téléphone : 05 61 15 37 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel :eric.loisel
@developpement-durable.gouv.fr

Objet : demande de renouvellement d'agrément pour centre et broyeur de véhicules hors d'usage
(VHU)

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de la Haute-Garonne

Établissement concerné : Société AFM Recyclage, 27 chemin de la Ménude à Colomiers
agrément n°PR.31.0001.B

Par transmission du 03/07/2015, monsieur le préfet a adressé à l'inspection des installations classées, pour examen et avis, la demande de renouvellement de l'agrément de centre de véhicules hors d'usage (VHU) déposée par la société AFM Recyclage pour son site situé 27 chemin de la Ménude à Colomiers.

Cette demande est établie en application de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

1- RAPPEL DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Les installations de la société AFM Recyclage situées 27 chemin de la Ménude à Colomiers sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 05/11/2009. Ce même arrêté vaut agrément (agrément n° PR.31.0001.B) pour une durée de 6 ans pour l'exploitation d'un broyeur de VHU et d'un centre VHU à cette même adresse.

Par lettre préfectorale du 31/05/2012, le classement des activités exercées par la société AFM Recyclage sur son site de Colomiers vis-à-vis de la nomenclature des installations classées a été mis à jour comme suit :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Classement
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure ou égale à 50 m ²	Surface du site 500 m ² environ	Autorisation
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000m ²	Surface totale du site : 15000 m ²	Autorisation
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (A)	Volume maximal susceptible d'être stocké n'excédant pas au total 49 tonnes de batteries automobiles usagées au plomb	Autorisation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Ligne de broyage/induction de métaux ferreux et non ferreux et de VHU : capacité de production 500 t/j Presse-Cisaille : capacité de production 80 t/j traitement des DEEE : 50 t/j	Autorisation
2560-1	Métaux et alliages (Travail mécanique des), la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Machines à alimentation électriques : broyeur 1120 kW, pré-broyeur 540kW, cisaille 380 kW, presse 80 kW, grues hydroélectrique 132kW	Autorisation
2711-1	Transit, regroupement, tri de déchets d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1000 m ³	Stockage maximal 5000m ³	Autorisation

2 - ANALYSE DE L'INSPECTION

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage, le dossier de demande d'agrément doit comporter :

- le demandeur étant une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité et les moyens mis en œuvre à cette fin ;
- les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un

- organisme tiers accrédité ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini en annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté du 2 mai 2012 précité.

Le dossier de renouvellement d'agrément déposé le 15/06/2015 par la société AFM Recyclage est complet.

3 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Après analyse du dossier, aucun motif ne s'oppose au renouvellement de l'agrément n° PR.31.0001.B délivré le 05/11/2009 à la société AFM Recyclage pour son site situé 27 chemin de la Ménude à Colomiers.

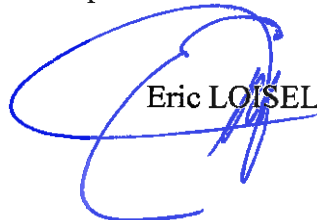
L'inspection des installations classées propose donc de donner une suite favorable à cette demande de renouvellement d'agrément pour une durée de **6 ans** dans le respect des engagements pris par le pétitionnaire.

Des dispositions complémentaires imposées par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 doivent être prescrites par arrêté préfectoral complémentaire après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement, sans modification du numéro d'agrément.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi à cet effet est joint au présent rapport. Il permet de remplacer les anciens cahiers des charges nationaux par ceux instaurés par l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 (article R.543-164 du code de l'environnement).

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable sur ce projet.

L'inspecteur de l'environnement,


Eric LOISEL

Vérifié et validé le 23/7/15
pour le DREAL et par subdélégation,
l'inspecteur de l'environnement,


Christine DACHICOURT-COSSART

